

POSITION DU COLLECTIF DU 4 DECEMBRE 2013

Lors de son message à la nation suite au passage du cyclone Matthew, Le COLLECTIF DU 4 DEC en plus de son témoignage de sympathies à l'endroit des victimes, avait lancé un appel aux autorités compétentes du pays pour la mise sur pied de manière urgente d'une commission mixte chargée de bien coordonner l'aide et d'éviter la répétition de la mauvaise gestion éprouvée après le séisme du 12 janvier 2010; Appel vigoureusement appuyé par d'autres organisations dont la Fédération Nationale des Maires d'Haïti (FENAMH).

Jusqu'à date, nous constatons que l'exécutif, loin d'écouter, a préféré choisir la voie qui nous mènera encore plus vers une gestion désastreuse, non transparente, non institutionnelle et partisane.

Si aujourd'hui encore notre pays se trouve en agonie suite à cette catastrophe naturelle, il faut admettre que cela est dû à une absence, désormais chronique, de dirigeants responsables, visionnaires, intègres et soucieux du bien être de la collectivité. Notre dernier appel à l'intégration des Maires et de la CICH à travers leur représentation nationale dans la gestion de l'aide aux communautés affectées est une démarche citoyenne pour pallier à ces déficits et réduire de surcroit les faux pas.

Voilà que depuis 48 heures, les dirigeants du pays nous font subir les affres de l'indignité en acceptant de recevoir l'aide en provenance de la République Dominicaine dans des conditions qui nous mettent encore à genoux. Tout en encourageant toute initiative visant à supporter les victimes de la catastrophe causée par l'Ouragan Matthew, nous disons qu'il est inacceptable que les Hautes Autorités du pays nous soumettent à cet affront. La République Dominicaine, à travers la couche saine de sa société, pourrait toujours venir en aide à la population haïtienne victime de la catastrophe sans pour autant nous agresser sur notre territoire sous quelque prétexte que ce soit.

Il nous paraît évident que les extrémistes dominicains sous le couvert de l'Arrêt TC 168-13 et de la loi 169-14, en plus de menacer d'apatridie tout dominicain d'ascendance haïtienne tout en continuant à violer les droits de nos compatriotes vivant sur leur territoire, ont concocté avec les dirigeants haïtiens actuels cette démonstration de force qui souille sur notre territoire notre dignité de peuple.

Le COLLECTIF du 4 Décembre demande incessamment aux gouvernants du pays de vider notre territoire de tous les militaires dominicains.

En attendant les consignes subséquentes...

Vive au respect de la DIGNITE NATIONALE, oui à l'AIDE HUMANITAIRE respectueuse des droits des victimes des régions affectées, non aux corrompus haïtiens, non à la présence de militaires dominicains sur notre territoire.

PROFITONS DE LA CATASTROPHE POUR ADRESSER LES GRANDS DEFIS DE LA NATION.

Port-au-Prince le 14 Octobre 2016



Jean Robert Argant
Coordonateur Général